

Réunion des... (suite de la page 3)

Le premier ministre du Canada a pour-suivi: "Quand il y a conflit entre les intérêts régionaux ou provinciaux et les intérêts nationaux, je dis que les derniers doivent prévaloir. Je dis cela parce que les pères de la Confédération l'ont dit..."

"Nous pouvons changer cela. De toute évidence plusieurs premiers ministres provinciaux essaient de changer cela, de faire en sorte que l'intérêt national ne doive pas nécessairement prévaloir sur les intérêts provinciaux. Mais je pense que c'est engager le Canada sur une pente dangereuse".

Durant sa conférence de presse de clôture, M. Trudeau, à une question touchant l'idée d'une consultation populaire, a répondu: "Cela me paraît une idée ni originale, ni scandaleuse. Puisqu'on peut demander au Québec s'il veut cesser de faire partie du Canada, il me semble qu'on pourrait demander aux Canadiens s'ils veulent avoir une constitution bien à eux".

Bilan de la Conférence pour les premiers ministres provinciaux

Pour éviter l'impasse, la plupart des premiers ministres pensent qu'il faut continuer les négociations sur la révision constitutionnelle, idée à laquelle souscrit le premier ministre du Canada.

Ainsi, le premier ministre du Manitoba déclare que la Conférence est un échec si l'on s'impose une échéance, et celui de la Colombie-Britannique se dit prêt à continuer, affirmant que le Canada va survivre à de telles conférences. De son côté, le premier ministre de la Nouvelle-Écosse croit qu'il faut reprendre la discussion pour en arriver à une entente, même si ce n'est plus possible d'ici la fin de l'année.

Le premier ministre de l'Île-du-Prince-

Édouard ne croit pas vraiment à un échec, il pense plutôt que le temps a manqué pour réaliser une entente, tandis que celui de la Saskatchewan soutient qu'il faut continuer à chercher une entente sur un ensemble de cinq ou six points afin de pouvoir conclure au moins à un succès partiel.

Le premier ministre du Québec, quant à lui, devait affirmer à la Presse que "cet échec ne représente pas la dernière chance du fédéralisme. Je crois au contraire que les consensus interprovinciaux sont suffisamment intéressants pour nous permettre de continuer et d'espérer un renouvellement substantiel du fédéralisme".

Les premiers ministres provinciaux, qui tout au long de la Conférence ont présenté un front uni face au gouvernement fédéral, ont dressé un bilan des progrès réalisés malgré tout par leurs provinces. Michel Vastel, journaliste au quotidien *Le Devoir*, le résume ainsi:

"Le premier ministre de l'Ontario pense, par exemple, avoir fait progresser sa cause dans le domaine des communications mais il regrette le manque de souplesse du gouvernement fédéral. L'Ontario s'était rallié à une formule d'amendement de la Constitution...et avait même accepté l'enchâssement des droits linguistiques dans la Constitution. "Je reste fidèle à cet engagement", a confirmé M. Davis.

"Les provinces côtières de l'Est, surtout la Nouvelle-Écosse et Terre-Neuve ne repartent pas sans résultat: elles ont réussi à rallier un bloc solide de provinces à leur cause sur les ressources du plateau continental..."

"Le premier ministre du Manitoba, à cause de son rôle de président des premiers provinciaux cette année, a certainement enregistré des gains politiques plus pour lui-même que pour sa province. Mais il a réussi à barrer la route à l'enchâssement des droits dans la Constitution, ce qui constituait son principal objectif.

"Mêmes gains politiques personnels pour M. Hatfield, du Nouveau-Brunswick, qui a joué à fond la carte des Acadiens et s'est même permis quelques remarques en français à la fin de la Conférence.

"Pour les provinces de l'Ouest, les gains sont minces: elles ont refusé un accord presque acceptable sur le contrôle de leurs ressources et le grand perdant est sûrement M. Blakeney dont tous les problèmes étaient réglés par les propositions fédérales, y compris ceux de la potasse. Toutefois le front plus uni de toutes les

provinces devrait protéger l'Alberta et la Colombie-Britannique d'une taxe sur les exportations de gaz. Par contre, l'impasse constitutionnelle n'arrangera pas le climat qui présidera aux négociations sur le prix du pétrole avec l'Alberta."

L'enseignement... (suite de la page 2)

à caractère social, nous devons engager immédiatement le combat sur de nombreux fronts. Il y a quelque temps, j'ai annoncé, avec le président du Conseil du Trésor, un programme d'Action positive qui sera réalisé dans un certain nombre de ministères fédéraux. Si cette initiative porte fruit, nous comptons l'étendre à toute la Fonction publique. En outre, le gouvernement fédéral examine actuellement les critères d'attribution des contrats, pour veiller à ce que les entreprises qui font affaire avec le gouvernement fédéral offrent des chances égales aux groupes désignés.

Par ailleurs, nous avons entrepris un programme expérimental de formation des femmes dans les métiers non traditionnels. Parallèlement, nous avons adopté des mesures spéciales dans le cadre du Programme de formation de la main-d'oeuvre du Canada pour initier les femmes aux professions non traditionnelles. Nous avons accru de \$10 millions le budget consacré à la formation des autochtones pour qu'ils puissent également profiter des débouchés découlant de la mise en valeur des ressources.

Chaque fois que l'on propose des modifications à nos programmes de formation et d'adaptation industrielle, nous devons absolument tenir compte de leurs répercussions sur le plan social. Par exemple, si nous délaissions la formation en établissement au profit de l'apprentissage et de la formation industrielle, nous serons moins en mesure d'utiliser la formation pour répondre aux besoins de groupes comme les autochtones qui ont plutôt tendance à participer aux cours de formation en établissement. Si nous adoptions quand même de telles modifications, il faudrait chercher des façons d'accroître la participation de ces groupes...

La compagnie CP Rail a l'intention de reconstruire et de modifier 400 des locomotives de son parc diesel, d'en acheter 160 neuves et d'en mettre 300 autres au rancart.

Hebdo Canada est publié par la Direction des programmes d'information à l'étranger, ministère des Affaires extérieures, Ottawa K1A 0G2

Il est permis de reproduire les articles de cette publication, de préférence en indiquant la source. La provenance des photos, si elle n'est pas précisée, vous sera communiquée en vous adressant à la rédactrice en chef, Prisca Nicolas.

This publication is also available in English under the title Canada Weekly.

Algunos números de esta publicación aparecen también en español bajo el título Noticiero de Canadá.

Alguns artigos desta publicação são também editados em português sob o título Notícias do Canadá.